



**XXVIIIe Université annuelle du Club de l'Horloge**

**Dimanche 21 octobre 2012**

**Communication**

**de Jean-Yves Le Gallou**

**Quelle majorité pour une droite plurielle ?**

**Polemia.com**

## Quelle majorité pour une droite plurielle ?

### 2012 : La victoire étriquée de la gauche

Lorsqu'il est devenu candidat du Parti socialiste à la présidence de la République, François Hollande a utilisé le logiciel de Terra Nova, un logiciel que ce « *think tank* » franco-américain avait préparé pour DSK : construire une majorité autour des élites mondialisées des centres villes et des assistés des quartiers de l'immigration, le tout avec le puissant appui des médias de l'oligarchie (très présents dans Terra Nova).

François Hollande est parvenu à devenir président de la République. Mais, malgré le fort rejet dont faisait l'objet Nicolas Sarkozy, sa performance a été poussive... très poussive.

Hollande est devenu le plus mal élu des présidents de la V<sup>e</sup> République : il n'a rassemblé que 39% des inscrits et 48,6% des votants ; 1.139.000 voix seulement le séparent de Nicolas Sarkozy alors que 2.146.000 électeurs ont choisi de voter blanc ou nul. Et seule la mobilisation massive de l'électorat musulman (86% pour Hollande, selon l'IFOP), démarché dans les cages d'escaliers par les responsables d'associations subventionnées, lui a assuré la victoire. Au premier tour des élections législatives, le Parti socialiste, qui détient à lui seul la majorité de l'Assemblée nationale, a recueilli 16,1% des inscrits : moins d'un électeur sur six !

Comme le reconnaît Pierre Rosanvallon (Rue 89, 27 juin 2012) : « La France est encore de droite, elle n'est pas véritablement passée à gauche. L'idée que ce paysage ait pu être bouleversé par l'antisarkozysme s'est révélée erronée. »

### **Ce n'est pas la gauche bobo qui a gagné, c'est la « droite lâche » des médiagouges qui a perdu**

Il est clair que la victoire étriquée de François Hollande et des socialistes est une victoire par défaut.

C'est d'abord la défaite de la droite, une droite qui n'est ni « forte », ni « décomplexée », ni « populaire », ni « libre » mais « lâche ». Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Lionel Luca, député UMP des Alpes-Maritimes : « A droite, nous

sommes des lâches. Si on veut faire carrière dans cette société moralisatrice, il faut être bien vu de ceux qui écrivent, ces curés laïcs qui donnent l'absolution au nom de ce qu'il faut penser » (*Libération* du 13 août 2012).

Bref, à droite, les citoyens n'ont pas affaire à des hommes d'Etat mais à des médiagogues qui ne cherchent pas à représenter leurs électeurs mais qui les trahissent pour plaire aux médias. Selon une enquête Opinionway pour *Le Figaro*, en octobre 2012, 74% des sympathisants de l'UMP sont défavorables au mariage homosexuel et à l'adoption par les couples homosexuels ; mais quand un élu UMP prend cette position (comme Christian Vanneste, Brigitte Barèges ou François Lebel), les autres lui tirent dans le dos.

[http://www.opinion-way.com/pdf/opinionway - le figaro - valeurs des sympathisants ump.pdf](http://www.opinion-way.com/pdf/opinionway_-_le_figaro_-_valeurs_des_sympathisants_ump.pdf)

Voici les constats préalables qui doivent conduire à un changement radical de stratégie pour construire une majorité sociologique, une majorité idéologique, une majorité stratégique et une majorité numérique.

### **Majorité sociologique : France autochtone et France des périphéries**

La majorité sociologique est d'abord à rechercher dans la majorité ethnique de la France : je veux parler des Français de souche ou, de manière plus large, des Français de souche européenne, car les Français d'origine italienne, espagnole ou portugaise votent comme les Franco-Français. C'est donc à cette France autochtone, à ces Franco-Européens qu'il faut s'adresser et manifester une claire préférence pour leurs traditions, leurs coutumes, leurs goûts, leur culture, leur religion. Ce discours, d'ailleurs, ne rebutera pas ceux qui viennent du sud de la Méditerranée lorsqu'ils sont pleinement assimilés.

La majorité sociologique est aussi à rechercher dans la France des périphéries, dans la France qui souffre. Dans la France des classes populaires et moyennes. Dans la France qui travaille, qui a travaillé ou qui cherche du travail dans les bassins d'emplois en crise. Dans la France ostracisée par l'incessante propagande des médias de l'oligarchie.

Il y a là un formidable réservoir électoral, en particulier chez les abstentionnistes : 47,60% des électeurs au deuxième tour des élections législatives du 17 juin 2012, plus de 50% chez les moins de quarante-quatre ans, plus de 50% chez les employés et les ouvriers.

Ce n'est ni un discours tiède, ni un discours conformiste qui ramènera ces Français-là vers les urnes. Il faut couper l'omelette aux deux bouts et laisser l'alliance des hyper-riches et des assistés à ceux qui gouvernent.

La clé des victoires électorales futures, c'est dans la mobilisation des abstentionnistes qu'il faut la chercher, non dans des concessions dérisoires à l'air du temps médiatique.

### **Majorité idéologique : identité et traditions**

Les Français ne croient plus les mensonges qui leur sont assenés : ils ne croient plus que « la mondialisation est heureuse », ni que « l'immigration est une chance pour la France », pas davantage que « les révolutions arabes vont déboucher sur la démocratie », encore moins qu'il faille « faire une place à l'islam en France ».

Le monde qui vient n'est pas attiré par les dogmes du politiquement correct. La marche du monde obéit à des valeurs contraires : identité, famille, foi, nation, protection, culture, civilisation.

L'opinion des Français telle qu'elle ressort des sondages et malgré l'ahurissement médiatique est, aux deux tiers ou aux quatre cinquièmes des personnes interrogées, à l'opposé de l'idéologiquement correct.

Les sondages, bien sûr, ont des limites en raison de biais statistiques et de la manière dont sont formulées les questions, sans parler de la propagande incessante des tenants du politiquement correct. Mais quand plusieurs sondages convergent et révèlent qu'une majorité des Français se positionne de manière dissidente, cela mérite d'être pris en considération. Voici donc l'opinion majoritaire des Français sur l'immigration, la sécurité, l'économie, l'école, l'euro, le protectionnisme.

- *Sur l'identité et l'immigration :*

- Pour 65% des Français l'identité de la France s'affaiblit (sondage TNS Sofres, *Les Echos* du 8 février 2010) ;

- 46% des jeunes Français expriment une forme d'hostilité envers les étrangers (Institut SWG, AFP du 18 février 2010) ;

- 54% des sympathisants UMP approuvent le parallèle entre les prières de rue des musulmans et l'Occupation (sondage IFOP des 13 et 14 décembre, *Le Bulletin quotidien* du 16 décembre 2010) ;

- Les Français ne sont plus que 38% à considérer que l'immigration représente « une chance pour la France » ; 55% des personnes interrogées estiment que l'immigration irrégulière « augmente la criminalité » contre 31% en 2009 ; le pourcentage de personnes interrogées considérant que les immigrés « travaillent dur » est passé de 74% en 2009 à 53% en 2010 (sondage German Marshall Fund/TNS SOFRES du 3 février 2011, *Le Monde* du 4 février 2011) ;

– 59% des personnes interrogées sont d'accord avec l'affirmation « Il y a trop d'immigrés en France » (sondage Opinion Way/CEVIPOF, *Le Monde* du 1er février 2011) ;

– 42% des personnes interrogées estiment que la communauté musulmane constitue « plutôt une menace », et 68% estiment que les musulmans en France sont « plutôt pas intégrés » ou « pas du tout intégrés » (étude IFOP du 7 au 9 décembre 2010, *Le Monde* du 5 janvier 2011).

• *Sur l'insécurité et la justice :*

– 59% des Français estiment que la délinquance a augmenté en France ces derniers mois (sondage IFOP, *Le Bulletin quotidien* du 28 juillet 2010).

– 4,7 millions de Français déclarent avoir été victimes de vols et tentatives de vol en 2009, soit trois fois plus que les chiffres officiels de la délinquance (enquête INSEE Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, *Le Bulletin quotidien* du 23 novembre 2010) ;

– La sévérité des peines n'est pas suffisante en matière de récidive pour 85% des personnes interrogées ; en matière de crimes sexuels pour 84% ; en matière de trafic de drogue pour 76% ; en matière de délinquance des mineurs pour 71% (sondage IFOP/Le Figaro, *LeFigaro.fr* du 15 février 2011) ;

– 70% des personnes interrogées estiment que la justice française est trop indulgente vis-à-vis des récidivistes (sondage CSA, *LeFigaro.fr* du 16 mai 2011) ;

– 63% des personnes interrogées se déclarent opposées à la dépénalisation du cannabis (sondage IFOP Sud-Ouest Dimanche, *LeMonde.fr* du 18 juin 2011) ;

– 74% des personnes interrogées font confiance à la police ; mais, en Seine-Saint-Denis, 45% des personnes interrogées déclarent que la police « abuse des contrôles contre certaines personnes » (sondage Eurojustis-CNRS, *Les Echos* du 26 mai 2011).

• *Sur l'économie et les impôts :*

– 59% des Français estiment que les prélèvements obligatoires sont « très élevés » (IPSOS, *Les Echos* du 18 mars 2010) ;

– 79% des personnes interrogées se déclarent inquiètes de la crise financière ; 85% se prononcent pour une réduction des dépenses pour y faire face plutôt que pour une augmentation des impôts (enquête Harris Interactive *Le Parisien* du 8 au 10 août, *Le Monde* du 13 août 2011) ;

– Pour 71% des Français le mot « capitalisme » évoque quelque chose de négatif (sondage Opinion Way, *Le Bulletin quotidien* du 14 avril 2010).

*Polémia.com • Sur la société et l'économie :*

– 71% des salariés interrogés estiment que le plus gros des suppressions d'emplois dans l'industrie est devant eux (étude IPSOS Logica Business Consulting pour Altedia Les Echos, *Les Echos* du 11 mars 2011) ;

– Les trois quarts des Français « perçoivent que notre société est en train de retourner à la jungle, gouvernée par les lois darwiniennes de la sélection la plus brutale : concurrences individualistes, abandon des plus faibles, solidarités limitées aux clans et tribus » (Bernard Cathelat, CCA, *Le Nouvel Economiste* du 31 mars 2011) ;

– 72% des personnes interrogées ne sont pas prêtes à accepter une augmentation du prix de l'électricité pour sortir du nucléaire (étude Opinion Way du 13 avril 2011, *Le Monde* du 15 avril 2011).

• *Sur le protectionnisme :*

– 61% des personnes interrogées travaillant dans le secteur privé préconisent de prendre des mesures protectionnistes face à la mondialisation ; 2/3 des personnes interrogées et 73% des ouvriers estiment que la mondialisation est une menace sur l'emploi et 78% une menace sur les salaires (sondage TNS SOFRES du 21 avril au 4 mai, *Les Echos* du 20 juin 2011) ;

– 64% des personnes interrogées se déclarent prêtes à payer plus cher des produits industriels fabriqués en France plutôt que hors d'Europe ; 73% des personnes interrogées jugent que l'industrie française est en déclin (enquête CREDOC « Image de l'industrie », septembre 2010, *Bulletin du CREDOC* n° 239 de mai 2011).

• *Sur l'euro :*

– Pour 62% des Français l'euro a tendance à aggraver les effets de la crise (sondage Publicis consultants et TNS SOFRES, *Le Bulletin quotidien* du 16 juin 2010) ;

– 29% des Français pensent que la France devrait quitter la zone euro (sondage LH2 Nouvel Obs. com, *Le Bulletin quotidien* du 27 mai 2010) ;

– 68% des personnes interrogées désapprouvent l'augmentation de la contribution financière de la France dans le plan d'aide à la Grèce (sondage IFOP Dimanche/Ouest-France des 13 et 15 septembre, *Le Bulletin quotidien* du 19 septembre 2011).

• *Sur l'école et l'université :*

– 67% des personnes interrogées veulent remettre en cause le principe du collège unique et 81% estiment qu'il faut des parcours plus individualisés pour les élèves (sondage CSA La Croix/APPEL, *Le Monde.fr* du 5 avril 2011) ;

– 17% des chefs d'établissement scolaire ont déposé plainte en 2010 pour des violences verbales et des menaces à leur encontre (enquête de l'Observatoire international de la violence à l'école, *Le Monde* du 28 avril 2011) ;

– 46% des personnes interrogées estiment que les enseignements dispensés dans les universités ne sont pas assez adaptés aux besoins du marché du travail (sondage Occurrence pour l'Institut de l'entreprise, *Les Echos* du 11 octobre 2011).

(Voir les six analyses de Michel Geoffroy sur Polémia : [Et si l'on donnait la parole aux Français \(VI\)](#)).

Vous le voyez : il est assez simple de savoir ce que veut le peuple, c'est l'inverse du politiquement correct : moins d'immigration, plus de répression des délinquants, un retour au protectionnisme et moins d'impôts, une école et une université plus sélectives. Et tout ceci est cohérent : car plus de protectionnisme, moins d'immigration et une école plus sélective, c'est moins de dépenses publiques et donc, à terme, moins d'impôts.

### **Majorité stratégique**

Le handicap principal de la droite – des droites – c'est la crédibilité, tant a été grand par le passé l'écart entre les paroles prononcées et les politiques conduites. C'est même cet écart qui explique les deux millions de voix qui ont manqué à Sarkozy en mai 2012.

Pour tenter de reconquérir la confiance des électeurs, il faudra renouer avec de vraies valeurs :

*Le courage* : si des réformes socialistes, sociétales notamment, sont jugées mauvaises, elles doivent être abrogées. Il ne doit pas y avoir d'« acquis » ou d'« avancées » socialistes irréversibles, ni sur le pseudo-mariage homosexuel, ni sur les droits des étrangers.

*La réciprocité* : c'est l'un des fondements des relations humaines, constamment bafoué à droite depuis vingt-cinq ans ; concrètement, l'UMP ne peut pas demander aux électeurs FN de se reporter sur ses candidats si elle continue d'appeler à ne pas voter pour les candidats FN. Un désistement ne peut être que réciproque.

*La loyauté* pourrait se décliner sous la forme du commandement suivant : « Tu ne diaboliseras pas ton voisin ».

La loyauté est ici le corollaire de *l'indépendance* qui pourrait se formuler ainsi : « Tu ne te laisseras pas imposer ta conduite, tes dilections et tes alliances par l'oligarchie médiatique », « Tu dénonceras les diktats de l'oligarchie médiatique ».

*La confiance dans le peuple* : c'est le point essentiel. Pour reconquérir la confiance du peuple, il faut montrer qu'on a confiance en lui et qu'on en fera un vrai législateur. La première mesure à proposer c'est le référendum d'initiative populaire. Sarkozy prétend l'avoir créé, mais c'est une illusion : aujourd'hui, pour lancer une initiative populaire il faut faire valider la question par le Conseil constitutionnel (c'est abusif) ; il faut obtenir le soutien de 20% des parlementaires (c'est exorbitant) ; il est impossible d'abroger dans l'année un texte voté (c'est exagéré) ; il faut recueillir la signature de 10% des électeurs (c'est démesuré) ; et, pour finir, comme deux précautions valent mieux qu'une, précisons que la loi organique d'application de cette réforme constitutionnelle, adoptée en 2008, n'a toujours pas été votée (c'est déloyal). Il faut libéraliser le référendum d'initiative populaire et le rendre largement possible à partir du moment où il est sollicité par au moins 500.000 électeurs inscrits, avec un dispositif simple de recueil des signatures

### **La majorité numérique**

Il ne faut évidemment pas imaginer pouvoir faire connaître positivement un tel projet à travers les médias de l'oligarchie dont il faut dénoncer les partis pris. Les médias de l'oligarchie, voilà l'ennemi ! Heureusement il est possible de les contourner, sinon de s'en passer, grâce aux médias alternatifs.

La volonté de s'affranchir de la doxa médiatique est apparue à la fin de l'élection présidentielle française du printemps 2012 : Nicolas Dupont-Aignan a dénoncé au grand journal de Canal+ les « éditorialistes de bazar » ; Marine Le Pen a mis en cause l'impartialité de certains médias ; des soutiens de Nicolas Sarkozy ont fait huer les journalistes dans les réunions de fin de campagne : attitude qui a permis au président sortant de refaire une large partie de son handicap sur François Hollande.

A l'étranger, certains hommes politiques aussi s'affranchissent de la tyrannie médiatique : en Hongrie, Victor Orban gouverne depuis 2010 malgré l'opposition des principaux médias acquis à la superclasse mondiale ; en Belgique, Bart De Waver, patron du parti nationaliste NVA, vient de gagner les élections municipales du 14 octobre 2012 et d'emporter la mairie d'Anvers après avoir refusé de participer à plusieurs débats dans les télévisions flamandes qu'il a dénoncées comme partiales.

Il est donc temps pour la droite de changer de direction et de comportement, de prendre le cap du peuple et non pas celui des médias. Les nouvelles technologies le permettent. Il suffit d'en avoir le courage. Vaste programme !

21/10/2012

Polémia.com



